

Article 31 du Règlement

Par ailleurs, les États-Unis constatent maintenant que leurs tests sont à la fois très coûteux et improductifs, et ils sont en train de se tourner vers d'autres moyens comme l'évaluation du rendement et la surveillance accrue.

Pourquoi adopter une stratégie inefficace? S'agit-il d'une manoeuvre pour camoufler l'incapacité de s'occuper des dangers réels à la sécurité dans les transports au Canada, notamment les charges de travail trop lourdes et un contrôle inadéquat de la circulation aérienne avec, comme corollaire, la fermeture de tours d'aéroport un peu partout au pays?

Les néo-démocrates appuieraient une véritable stratégie de sécurité qui serait axée sur des programmes d'information, de counselling et d'aide aux employés. Un rendement sûr, plutôt que la dépistage comme tel, devrait être l'objectif et le critère d'un programme bien pensé.

Monsieur le Président: Le temps accordé au député est écoulé.

* * *

[Français]

L'UNITÉ NATIONALE

M. Guy Ricard (Laval-Ouest): Monsieur le Président, nous vivons présentement au Canada des moments tragiques alors que Québécois et Canadiens se cherchent dans une union qui fera de nous un peuple composé de différentes ethnies. Jusqu'à aujourd'hui, nous avons composé, vécu et accepté nos différences culturelles, mais voilà que nous sommes confrontés avec un semblant de confrontation d'éclatement de notre société.

Il ne faut pas se laisser aller à des sentiments haineux, monsieur le Président. Tous ensemble, il faut travailler à cette réconciliation nationale. Il faut oublier les guerres patriotiques. Il faut vivre pour l'avenir. Il faut bâtir.

Je demande à tous les députés de cette Chambre de travailler à l'unisson pour que nous puissions bâtir ensemble un pays où il fait bon vivre, où il fait bon exister, où il fait bon voir qu'il y a de l'avenir pour nos enfants.

Ne soyons pas égoïstes, ne soyons pas masochistes, monsieur le Président. Laissons les autres vivre, et soyons prêts, ensemble, à laisser un héritage florissant à notre progéniture.

* * *

LES LANGUES OFFICIELLES

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, le gouvernement respecte ses engagements en

matière de langues officielles. En plus d'avoir déposé aujourd'hui son avant-projet de réglementation relative à la Loi sur les langues officielles de 1988, notre gouvernement a signé avec le Manitoba, le 3 novembre dernier, une entente-cadre dans le domaine de la promotion des langues officielles. Cette entente-cadre permettra, entre autres, la révision, traduction et publication des lois et règlements de la province du Manitoba dans les deux langues officielles; la mise en oeuvre de services en français à Hydro-Manitoba, à l'Hôpital Général de Saint-Boniface et dans les bibliothèques publiques des régions francophones; la rénovation et l'agrandissement du Centre culturel franco-manitobain.

Voilà bel et bien, monsieur le Président, des exemples concrets du leadership exercé par le gouvernement en matière de langues officielles.

* * *

• (1410)

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, nous savons tous qu'en dépit de leurs belles paroles, les sénateurs libéraux au sein du caucus libéral auraient pu à maintes reprises s'opposer avec succès au projet de loi sur la TPS.

Ils auraient pu le faire lorsque l'autorisation a été demandée de déposer le projet de loi au Sénat. Ils auraient pu le faire lors de la première lecture. Ils auraient pu le faire lors de la deuxième lecture. Ils auraient pu le faire lorsque les Libéraux étaient majoritaires, lorsque le comité sur la TPS menait ses travaux en avril, en mai et en juin.

Les sénateurs libéraux ont appuyé la TPS à toutes les étapes. S'il subsiste encore un doute en ce qui a trait à la position véritable des libéraux à l'égard de la TPS, j'ai ici le 20^e rapport du Comité sénatorial permanent des banques, présidé par le libéral Ian Sinclair, et dont faisaient partie les libéraux MacEachen, Perrault, Kirby et Buckwold.

Ceux-ci ont unanimement recommandé que le gouvernement fédéral adopte le plus tôt possible une mesure législative pour mettre en oeuvre une taxe de vente multistades d'une vaste portée. En d'autres mots, les sénateurs libéraux du caucus libéral ont prié le gouvernement Mulroney de mettre en place la TPS. Honte aux libéraux qui s'opposent à la TPS après avoir travaillé en coulisses afin de faire adopter cette taxe.